



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

politique budgétaire

Question au Gouvernement n° 2101

### Texte de la question

#### PARTAGE DES RICHESSES

**M. le président.** La parole est à M. Gaby Charroux, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

**M. Gaby Charroux.** Monsieur le président, chers collègues, cette question s'adresse à monsieur le Premier ministre. Monsieur le Premier ministre, les Français souffrent. Ils souffrent de conditions de vie toujours plus dures, sans que leur soit offerte la perspective d'un horizon meilleur.

La réalité quotidienne de millions d'entre eux, c'est le chômage, le manque de logement, la reconversion pour des artisans ou des commerçants qui ne peuvent plus poursuivre leur activité, et des dirigeants de PME qui voient fondre leur carnet de commandes. Toutes les formes de précarité se développent : sociale, professionnelle, énergétique, sanitaire...

Les seules réponses qu'ils entendent sont, au mieux, source de culpabilisation, quand on les rend responsables de la dette et du coût du travail, quand on les soupçonne, aussi, de ne pas chercher un emploi, ou quand ils font grève pour défendre leur outil de travail.

Les Français souffrent de l'entêtement dans des choix libéraux – austérité, soumission à l'Europe, réduction de la dépense publique et cadeaux aux grands groupes financés par les populations, même les plus fragiles et aux dépens des collectivités territoriales, qui n'ont même plus les moyens d'agir comme correctrices des inégalités.

Pendant ce temps, les entreprises du CAC 40 engrangent 48 milliards d'euros de bénéfices. Veolia, par exemple, annonce 151 millions d'euros de dividendes en six mois. Ce faisant, le même groupe dit qu'il faut couler la SNCM et les 4 000 emplois qu'elle génère à Marseille et en Corse, au profit de sociétés *low cost* qui ne respectent ni le droit social, ni la sécurité, ni l'environnement.

La France est un pays riche. C'est la cinquième puissance économique mondiale. Elle occupe le troisième rang mondial pour la productivité. Ce dont elle souffre, c'est du fait que jamais la richesse n'a été autant accaparée par quelques-uns.

Monsieur le Premier ministre, forcez le verrou ! Imposez, je vous prie – c'est de votre responsabilité et vous en avez les moyens – que la richesse soit mieux répartie dans notre pays pour créer les conditions d'un avenir meilleur, pas seulement pour le gouvernement - là n'est pas le plus important - mais pour les Français et pour la France.

À quelques jours de la présentation de la loi de finances, comment comptez-vous agir en ce sens ?  
(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

**M. Michel Sapin**, *ministre des finances et des comptes publics*. Je vous remercie monsieur le président. Mesdames et messieurs les députés, monsieur le député Gaby Charroux, oui, vous avez raison, la France est un grand pays. Elle est la cinquième puissance économique mondiale et a d'énormes capacités.

Ses travailleurs, ses salariés, ses chercheurs, ses chefs d'entreprise sont prêts à se battre pour faire en sorte que les difficultés que nous traversons, ainsi que celles que traversent ceux qui sont le plus frappés par la crise, que vous avez décrites avec justesse, soient surmontées.

Nous sommes un grand pays. Nous avons des forces : c'est pour cette raison que nous devons avoir confiance en nous. Nous devons réagir, face aux difficultés d'aujourd'hui, si nous voulons redonner un espoir à ceux qui n'ont pas de travail et à ceux qui – petits entrepreneurs, artisans, commerçants – sont au bord de la faillite.

Mais la solution passe-t-elle par l'augmentation des dépenses publiques ? Par l'augmentation du déficit ? Par l'aggravation de la dette ? Vous savez bien que non. Vous savez bien que cette solution n'en est pas une.

Elle peut l'être dans les paroles, elle ne l'est même pas dans votre esprit. Je le sais, car vous êtes rigoureux, y compris dans la gestion des deniers publics. Comment devons-nous faire ? En agissant. C'est ce que nous faisons pour redonner à tous, commerçants, artisans ou entreprises, des marges de manœuvre.

La marge de manœuvre, ce n'est pas la même chose que le bénéfice ou que le dividende. C'est ce qui permet d'investir, d'embaucher, et de prendre des initiatives justement pour apporter des réponses et trouver des solutions à ceux qui ont le plus de difficultés.

Non, monsieur le député, nous ne menons pas une politique d'austérité. D'autres pays, plus au sud, malheureusement pour leur population, subissent de telles politiques.

Quand aujourd'hui nous constatons que notre déficit est plus élevé que celui que nous aurions souhaité, parce que la croissance et les recettes fiscales sont trop faibles, nous ne vous disons pas : augmentons les impôts. Nous ne vous disons pas, comme d'autres : baissions, encore plus, les dépenses publiques. Nous savons que cela ne constituerait pas la bonne réponse : ce serait celle de l'austérité.

Non, nous disons : tenons le cap. Le cap de l'entreprise, le cap du travail, le cap du salariat, le cap de l'investissement, le cap des économies. C'est le cap du redressement de la France. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Gaby Charroux](#)

**Circonscription :** Bouches-du-Rhône (13<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2101

**Rubrique :** Finances publiques

**Ministère interrogé :** Finances et comptes publics

**Ministère attributaire :** Finances et comptes publics

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [11 septembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 septembre 2014](#)